

L'hon. M. DANDURAND: Vous ne niez pas que si vous chargez à ce point le bilan, vous pouvez empêcher les capitalistes de prêter des fonds au National-Canadien, malgré l'appui du Gouvernement du Dominion.

M. McDONALD: Je n'accepte pas l'expression "charger le bilan". A mon sens, la situation véritable est celle que présente le bilan consolidé. Je préfère beaucoup que le situation soit considérée de ce point de vue, plutôt que du point de vue du National-Canadien. Si vous voulez discuter le bilan des chemins de fer Nationaux, il me semble que, conformément à la recommandation de la Commission Duff, et conformément aux idées d'experts en matière ferroviaire, il faudrait encore réduire le bilan, quant à l'actif. La chose a été maintes fois recommandée publiquement. S'il s'agit de ce bilan, je suis tout à fait disposé à le discuter en temps et lieu. Ce n'est pas, je pense, nécessairement sur la foi de ce bilan que le public prête de l'argent au Dominion du Canada. La population prête des fonds au Dominion sur la capacité du Dominion d'acquitter l'intérêt sur ses emprunts et ses engagements à échéance. Il me semble qu'un bilan consolidé est le seul moyen régulier de l'indiquer.

L'hon. M. HOWE: Une partie considérable de la dette du chemin de fer est celle qu'a garantie le Gouvernement du Dominion. En supposant que la dette soit indiquée dans un bilan consolidé du Gouvernement du Dominion, une garantie est automatiquement donnée à l'égard de ces titres. Or, certains de ces titres ne se vendent qu'à 70% de leur valeur, tandis que s'ils avaient la garantie du Gouvernement, ils se vendraient au pair ou à un prix plus élevé.

M. McDONALD: Sur le bilan consolidé ils devraient figurer séparément, parce que ce ne sont pas des engagements du Dominion.

L'hon. M. HOWE: Nous pouvons toujours les abandonner. Nous étudions sérieusement la question de savoir si nous devrions les acquitter. Sur cette dette à long terme, \$260,000,000 ne sont pas garantis.

L'hon. M. HAIG: Quelle partie du chemin de fer cela couvre-t-il?

L'hon. M. HOWE: Diverses sections du chemin de fer.

L'hon. M. HAIG: Des embranchements?

L'hon. M. HOWE: Et certaines lignes principales, en fait.

L'hon. M. HAIG: En Saskatchewan et en Colombie-Britannique?

L'hon. M. HOWE: Oui.

L'hon. M. BALLANTYNE: Monsieur le Président, nous reconnaissons tous que ces charges ferroviaires sont la plus grande charge que porte le Canada. Or, si nous suivons les sages conseils de M. McDonald, nous présenterons le tableau véritable aux actionnaires du Canada et aux contribuables canadiens. Si nous n'agissons pas ainsi, la population du Canada aura une fausse impression des chemins de fer Nationaux. J'espère que le jour viendra où le Gouvernement actuel ou quelque autre gouvernement s'appliquera à examiner ce problème ferroviaire et à le résoudre effectivement.

L'hon. M. HOWE: Il vous serait impossible de faire adopter un Bill par le Sénat.

L'hon. M. BALLANTYNE: Oh, oui, ce serait possible. Tout ce qui m'intéresse, c'est de voir présenter un tableau véridique de la situation des chemins de fer Nationaux du Canada, tout comme dans le cas des autres corporations.

M. McDonald n'approuverait jamais un bilan d'une corporation privée, si ce bilan éliminait le montant que ce Bill projette d'éliminer. Je crois que c'est le devoir de chaque membre du Parlement de veiller à ce qu'un bilan exact soit présenté au public.

L'hon. M. DANDURAND: J'attire l'attention de mon honorable ami le sénateur Ballantyne sur ce fait, qu'il a lui-même appuyé le principe de mon très honorable ami, M. Meighen, qui était membre du Gouvernement Bennett, quand il a voté en faveur de la Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien.